PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS)

France Travail

Dares
Déchiffrer le monde du travail pour **éclairer** le débat public

Les inscrits à France Travail en Île-de-France au 1er trimestre 2025

En moyenne au 1er trimestre 2025, en Île-de-France, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social s'établit à 1 175 550 (catégories A, B, C, D, E). Au 1er trimestre 2025, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 3 257 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables (non CVS-CJO)) et 151 000 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute (non CVS-CJO)).

En moyenne au 1er trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 1 062 440. Parmi eux, 686 460 sont sans emploi (catégorie A) et 375 980 exercent une activité réduite (catégories B, C).

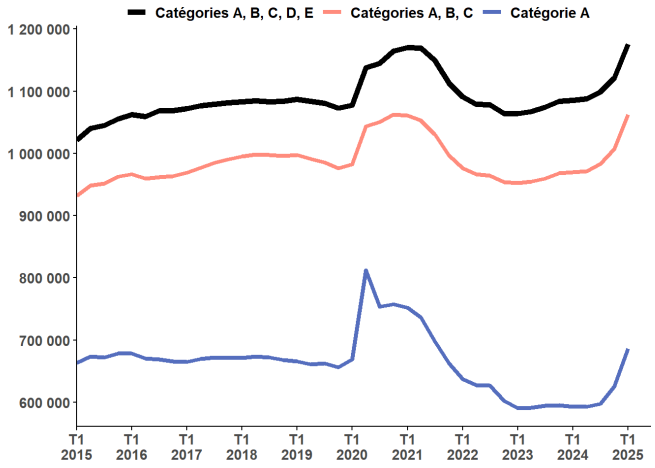
Au 1er trimestre 2025, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E) croît de 4,9 % (+54 900) et augmente de 8,3 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C croît de 5,5 % (+55 720) sur le trimestre et croît de 9,6 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 9,8 % (+61 080) ce trimestre et augmente de 15,7 % sur un an.

En France (hors Mayotte), au 1er trimestre 2025, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social croît de 3,9 % (+243 400). Pour les catégories A, B, C il croît de 4,5 % (+246 400). En catégorie A, il croît de 8,7 % (+273 100) ce trimestre.

Hors bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) et jeunes en Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (Pacea), en contrat d'engagement jeune (CEJ) ou en Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 6,5 % ce trimestre et croît de 12,8 % sur un an.

GRAPHIQUE 1 | Inscrits à France Travail en catégories ABCDE, ABC et A

Région Île-de-France
Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissement loi plein emploi
Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail. Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis).

Avertissement évolution des règles d'actualisation
Depuis le mois d'octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail en catégories A, B et C sont affectés par des changements dans les règles d'actualisation. Ces changements réhaussent les effectifs comptabilisés en catégorie A et réduisent les effectifs en catégories B et C, ainsi que les sorties des catégories A, B, C (voir avertissement p3).

Une documentation méthodologique est disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail.
Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (cf encadré page 8).
Prochaine parution, le vendredi 25 juillet 2025 : Les inscrits à France Travail en Île-de-France au 2e trimestre 2025.

Inscrits à France Travail par catégorie

TABLEAU 1 | Inscrits à France Travail par catégorie

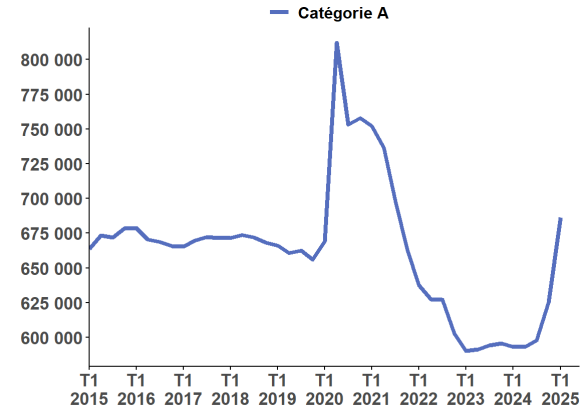
Région Île-de-France, données CVS-CJO (catégories A, B, C, D, E), données brutes (catégories F, G)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Région Île-de-France					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	593 180	625 380	**686 460**	9,8	15,7
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	148 660	150 650	**146 360**	-2,8	-1,5
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	227 590	230 690	**229 620**	-0,5	0,9
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	969 430	1 006 720	**1 062 440**	5,5	9,6
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	62 150	59 440	**59 230**	-0,4	-4,7
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	53 800	54 500	**53 870**	-1,2	0,1
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	1 085 370	1 120 650	**1 175 550**	4,9	8,3
Inscrits en catégorie F (en parcours social, données brutes)			**3 257**		
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, données brutes)			**151 000**		
France (hors Mayotte) - En milliers					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	3 022,1	3 135,0	**3 408,1**	8,7	12,8
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	845,9	833,7	**813,3**	-2,4	-3,9
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	1 524,0	1 523,0	**1 516,7**	-0,4	-0,5
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 392,0	5 491,7	**5 738,1**	4,5	6,4
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	356,9	348,9	**352,6**	1,1	-1,2
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	403,6	410,7	**404,0**	-1,6	0,1
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	6 152,5	6 251,2	**6 494,6**	3,9	5,6
Inscrits en catégorie F (en parcours social, données brutes)			**26,6**		
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, données brutes)			**809,3**		

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 2 | Inscrits en catégorie A

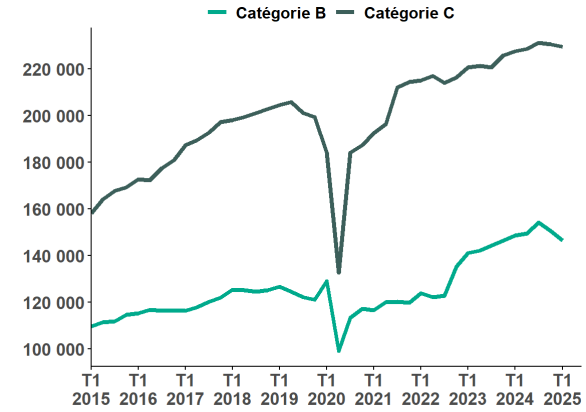
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 3 | Inscrits en catégories B et C

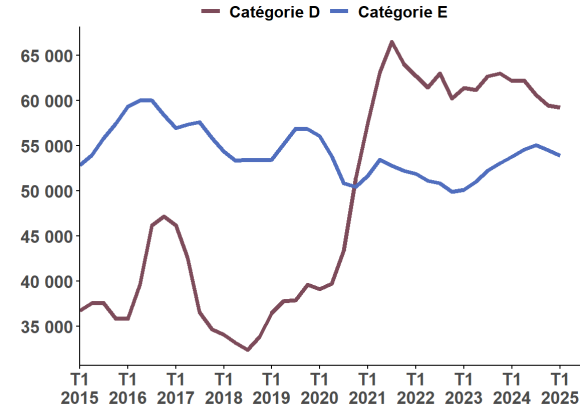
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 4 | Inscrits en catégories D et E

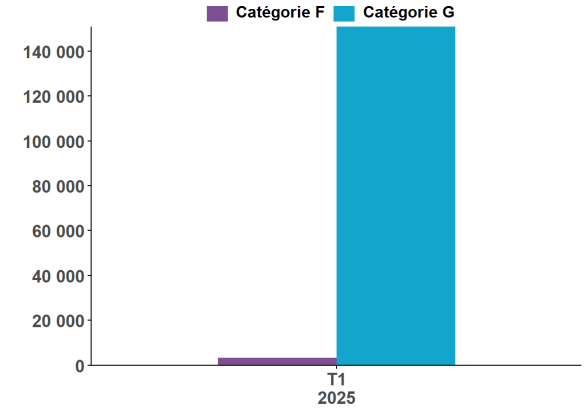
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 5 | Inscrits en catégories F et G

Région Île-de-France, données brutes



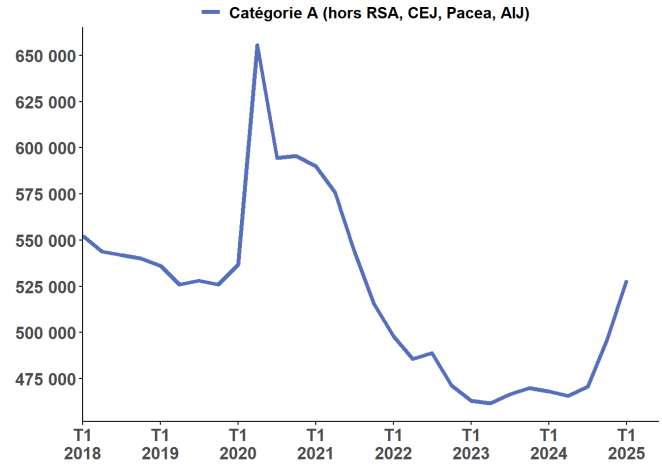
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Inscrits hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ)

Pour faciliter la lecture des évolutions durant la période de transition suite à l'élargissement de l'inscription obligatoire à de nouveaux publics (en particulier aux demandeurs et bénéficiaires du RSA et aux jeunes en CEJ, AIJ ou en PACEA) sont présentées ici des séries complémentaires qui permettent d'apprécier l'évolution du nombre d'inscrits hors ruptures associées à ces nouveaux entrants. Ainsi, au 1er trimestre 2025 en Île-de-France, le nombre moyen d'inscrits hors demandeurs et bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ) augmente de 6,5 % pour les inscrits en catégorie A (+12,8 % sur un an) et augmente de 3,4 % pour ceux en catégories A, B, C (+7,6 % sur un an). En France (hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi hors nouveaux publics (RSA, CEJ, PACEA, AIJ) croît de 5,4 % pour les inscrits en catégorie A (+9,7 % sur un an) et augmente de 2,3 % pour ceux en catégories A, B, C (+4,3 % sur un an).

GRAPHIQUE 6 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

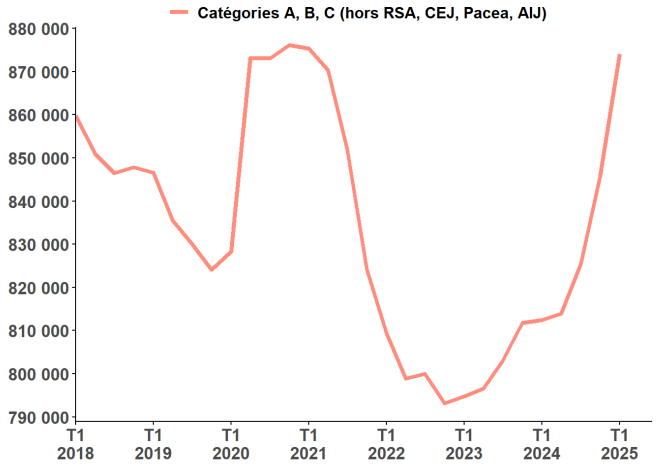
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 7 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

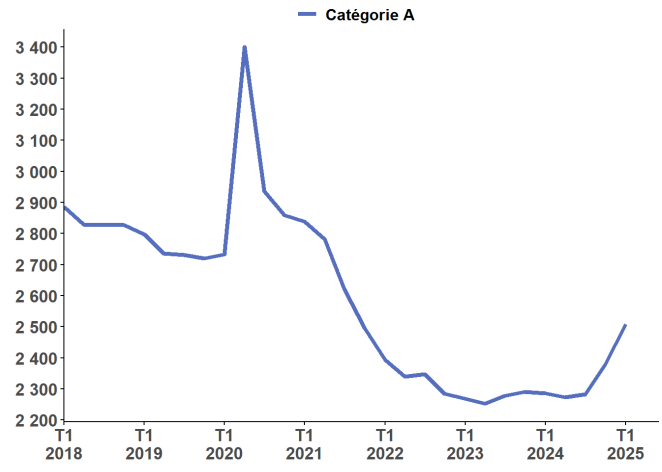
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 8 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

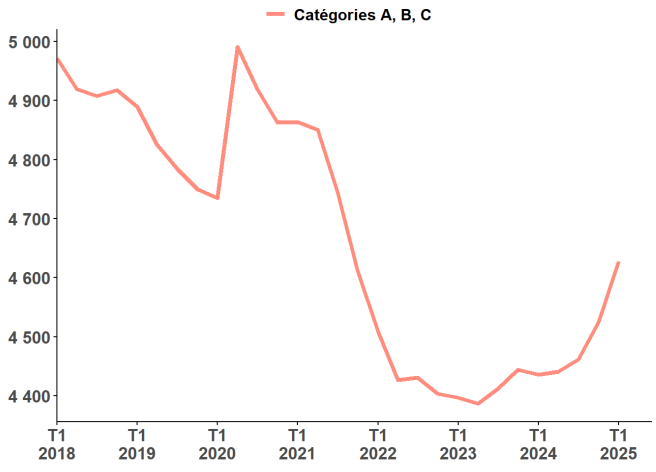
France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 9 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissement sur l'évolution des règles d'actualisation

Depuis octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AIJ) sont affectés par deux changements dans les règles d'actualisation (*Consulter le chiffrage national*) :

- Une **évolution du formulaire d'actualisation déployée au mois de novembre 2024** s'applique aux événements déclarés à partir d'octobre 2024. Les personnes inscrites en cours de mois ne peuvent plus déclarer une activité exercée dans le mois si elle est antérieure à leur inscription. Cette évolution conduit à augmenter le nombre d'inscrits en catégorie A, en réduisant d'autant le nombre d'inscrits en catégories B et C, sans modifier le nombre total d'inscrits en catégorie ABC en octobre et novembre 2024.
- **Depuis janvier 2025**, tant qu'elles ne signent pas leur contrat d'engagement, les personnes qui s'inscrivent à FT et qui n'ont pas de droits à indemnisation n'ont pas à s'actualiser. Elles sont alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces nouveaux inscrits non indemnisables ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Cette évolution a donc un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie ABC.

Demandeurs d'emploi par département

Au 1er trimestre 2025, en Île-de-France, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre +4,0 % à Paris et +6,9 % dans l' Essonne. Sur un an, elles se situent entre +7,4 % à Paris et +11,3 % en Seine-et-Marne.

Sur un trimestre les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A se situent entre +7,6 % à Paris et +12,2 % dans l' Essonne. Sur un an, elles se situent entre +13,2 % à Paris et +19,4 % dans l' Essonne.

TABLEAU 2 | Inscrits en catégories A, B, C

Région Île-de-France, données CVS-CJO (catégories ABC)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Île-de-France	**969 430**	**1 006 720**	**1 062 440**	**5,5**	**9,6**
Paris	188 710	194 930	**202 710**	4,0	7,4
Seine-et-Marne	104 410	109 580	**116 230**	6,1	11,3
Yvelines	99 280	103 320	**109 240**	5,7	10,0
Essonne	89 060	92 100	**98 460**	6,9	10,6
Hauts-de-Seine	113 480	119 830	**125 260**	4,5	10,4
Seine-Saint-Denis	167 770	173 310	**184 890**	6,7	10,2
Val-de-Marne	106 800	110 750	**116 670**	5,3	9,2
Val-d'Oise	99 920	102 900	**109 000**	5,9	9,1
France (hors Mayotte) - En milliers	**5 392,0**	**5 491,7**	**5 738,1**	**4,5**	**6,4**

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

TABLEAU 3 | Inscrits en catégorie A

Région Île-de-France, données CVS-CJO (catégorie A)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Île-de-France	**593 180**	**625 380**	**686 460**	**9,8**	**15,7**
Paris	107 290	112 810	**121 410**	7,6	13,2
Seine-et-Marne	62 750	66 910	**74 040**	10,7	18,0
Yvelines	60 730	64 000	**70 380**	10,0	15,9
Essonne	53 560	57 030	**63 960**	12,2	19,4
Hauts-de-Seine	70 290	75 670	**81 710**	8,0	16,2
Seine-Saint-Denis	107 940	112 620	**125 350**	11,3	16,1
Val-de-Marne	67 280	70 660	**77 090**	9,1	14,6
Val-d'Oise	63 350	65 680	**72 530**	10,4	14,5
France (hors Mayotte) - En milliers	**3 022,1**	**3 135,0**	**3 408,1**	**8,7**	**12,8**

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et A

Au 1er trimestre 2025, en Île-de-France, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C croît de 28,1 % pour les moins de 25 ans (+38,8 % sur un an), augmente de 3,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+7,6 % sur un an) et croît de 1,4 % pour ceux âgés de 50 ans et plus (+2,9 % sur un an).

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 41,0 % pour les moins de 25 ans (+55,9 % sur un an), augmente de 6,6 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+12,9 % sur un an) et augmente de 2,9 % pour ceux âgés de 50 ans et plus (+5,1 % sur un an).

TABLEAU 4 | Inscrits en catégories A, B, C et A par âge

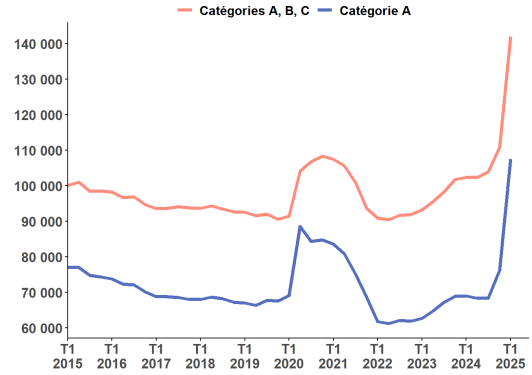
Région Île-de-France, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Ensemble des catégories A, B, C	**969 430**	**1 006 720**	**1 062 440**	**5,5**	**9,6**
Moins de 25 ans	102 330	110 850	**142 030**	28,1	38,8
Entre 25 et 49 ans	603 450	628 180	**649 050**	3,3	7,6
50 ans et plus	263 650	267 690	**271 360**	1,4	2,9
Ensemble de la catégorie A	**593 180**	**625 380**	**686 460**	**9,8**	**15,7**
Moins de 25 ans	68 990	76 270	**107 560**	41,0	55,9
Entre 25 et 49 ans	359 740	381 100	**406 080**	6,6	12,9
50 ans et plus	164 460	168 010	**172 820**	2,9	5,1

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 10 | Inscrits de moins de 25 ans en catégories A, B, C et A

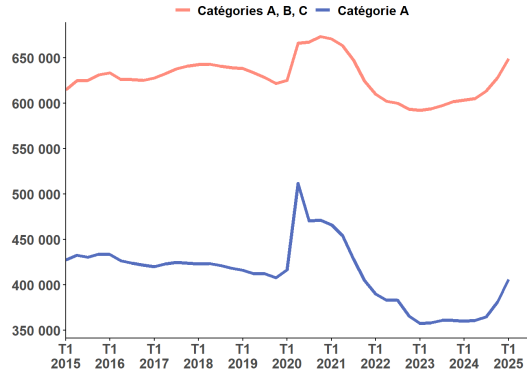
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 11 | Inscrits de 25 à 49 ans en catégories A, B, C et A

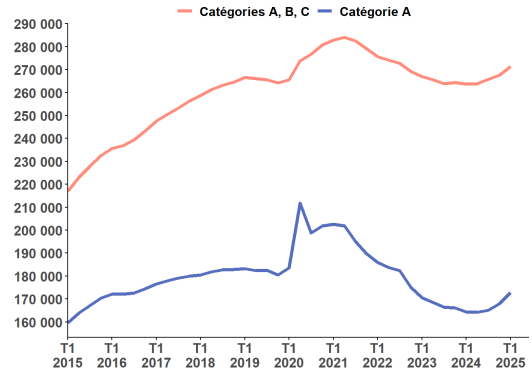
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 12 | Inscrits de 50 ans et plus en catégories A, B, C et A

Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Ancienneté en catégories A, B, C

Au 1er trimestre 2025, le nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus croît de 1,8 % (+4,1 % sur un an), tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an croît de 8,3 % (+13,8 % sur un an).

La part des demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C inscrits depuis un an ou plus diminue de 1,5 pt (-2,2 pt sur un an) et s'établit à 40,9 % au 1er trimestre 2025. En France (hors Mayotte), les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus représentent 42,2 % des inscrits en catégorie A, B, C.

TABLEAU 5 | Ancienneté (1) en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

Région Île-de-France, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Région Île-de-France					
Moins de 1 an	**551 770**	**579 650**	**627 740**	**8,3**	**13,8**
Moins de 3 mois	217 490	226 630	**260 460**	14,9	19,8
De 3 mois à moins de 6 mois	147 010	154 560	**159 670**	3,3	8,6
De 6 mois à moins de 12 mois	187 270	198 460	**207 610**	4,6	10,9
Un an ou plus	**417 660**	**427 060**	**434 700**	**1,8**	**4,1**
De 1 an à moins de 2 ans	189 980	196 200	**198 750**	1,3	4,6
De 2 ans à moins de 3 ans	75 340	83 270	**87 940**	5,6	16,7
3 ans ou plus	152 340	147 590	**148 010**	0,3	-2,8
Demandeurs d'emploi en catégories A,B,C	**969 430**	**1 006 720**	**1 062 440**	**5,5**	**9,6**
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	43,1 %	42,4 %	**40,9 %**	-1,5 pt	-2,2 pt
France (hors Mayotte) - En milliers					
Un an ou plus	**2 371,4**	**2 393,9**	**2 420,5**	**1,1**	**2,1**
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	44,0 %	43,6 %	**42,2 %**	-1,4 pt	-1,8 pt

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

(1) L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée sur le trimestre par le nombre de jours où le demandeur d'emploi a été inscrit de façon continue en catégories A, B, C. Une sortie d'au moins un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté.
D'autres indicateurs, tels que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories.

Entrées et sorties de catégories A, B, C

En Île-de-France, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au 1er trimestre 2025 augmente de 8,5 % par rapport au trimestre précédent (+6,1 % sur un an). Les entrées pour fin de contrat (-1 190), fin de mission d'intérim (-480), démission (-240), licenciement économique (-80), première entrée sur le marché du travail (-870), retour d'inactivité (-680), réinscription rapide (-120) et motif indéterminé (-1 250) sont en baisse. Les entrées pour rupture conventionnelle (+360), autre licenciement (+110) et autres motifs (+13 200) sont en hausse.

Sur la même période, le nombre moyen de sorties des catégories A, B, C croît de 4,0 % (-6,8 % sur un an). Les sorties pour arrêt de recherche (-90) et radiation administrative (-540) sont en baisse. Les sorties pour reprise d'emploi déclarée (+640), entrée en stage ou en formation (+430), cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (+1 170) et autres cas (+2 240) sont en hausse.

En France (hors Mayotte), le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C augmente de 8,7 % entre le 4e trimestre 2024 et le 1er trimestre 2025 (+6,4 % sur un an) et le nombre de sorties des catégories A, B, C augmente de 1,9 % (-6,2 % sur un an).

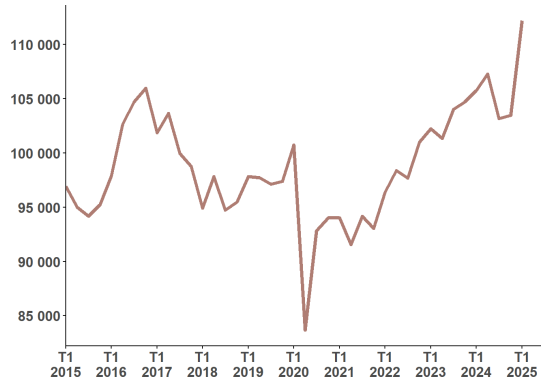
TABLEAU 6 | Entrées en catégories A, B, C par motif

Région Île-de-France, données CVS-CJO

	Nombre moyen d'entrées au 1er trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	**16 950**	-6,6	-4,3
Fin de mission d'intérim	**3 860**	-11,1	-15,5
Démission	**3 920**	-5,8	-10,3
Rupture conventionnelle	**9 330**	4,0	1,1
Licenciement économique	**2 360**	-3,3	6,8
Autre licenciement	**7 090**	1,6	-1,9
Première entrée sur le marché du travail (1)	**5 940**	-12,8	-9,6
Retour d'inactivité (2)	**16 100**	-4,1	-14,3
Réinscription rapide (3)	**16 750**	-0,7	-6,2
Autres motifs (4)	**23 050**	134,0	140,6
Motif indéterminé	**6 860**	-15,4	-9,7
Ensemble des entrées en catégories A,B,C	**112 210**	**8,5**	**6,1**
France (hors Mayotte) - En milliers	***596,5***	***8,7***	***6,4***

GRAPHIQUE 13 | Entrées en catégories A, B, C tous motifs

Région Île-de-France, données CVS-CJO



* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité…).
(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi)
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

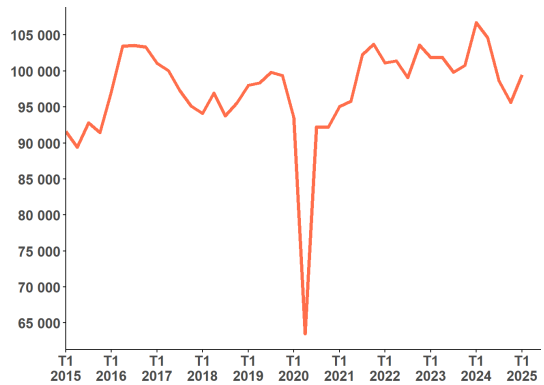
TABLEAU 7 | Sorties de catégories A, B, C par motif

Région Île-de-France, données CVS-CJO

	Nombre moyen de sorties au 1er trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée (1)	**13 000**	5,2	-16,1
Entrée en stage ou en formation	**9 870**	4,6	-10,3
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	**6 450**	-1,4	-3,2
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (2)	**49 570**	2,4	-6,1
Radiation administrative	**7 550**	-6,7	-22,5
Autres cas (3)	**13 030**	20,8	17,8
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	**99 470**	**4,0**	**-6,8**
France (hors Mayotte) - En milliers	***531,3***	***1,9***	***-6,2***

GRAPHIQUE 14 | Sorties de catégories A, B, C tous motifs

Région Île-de-France, données CVS-CJO



* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

ENCADRÉ • Source et Méthode

Source : La statistique du marché du travail (STMT)

La STMT est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les inscrits, entrés ou sortis des listes de France Travail un mois donné. Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne du nombre d'inscrits sur le trimestre passé, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. Une documentation méthodologique présente plus en détail la STMT.

En application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, certains publics sont inscrits systématiquement sur les listes de France Travail à partir du 1er janvier 2025 : les demandeurs et bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les Missions locales (en Contrat d'Engagement Jeune ou en PArcours Contractualisé d'accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. Les statistiques sur les inscrits à France Travail s'adaptent à ce nouveau contexte (plus de détails sur le site de la Dares).

Eléments de méthode

Dans toute la publication, les résultats présentés sont des moyennes trimestrielles. Elles correspondent à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Les données de la STMT étant exhaustives, il n'existe pas, comme pour des données d'enquête, d'incertitude liée à l'échantillonnage.

Lorsque l'on souhaite interpréter les variations trimestrielles des séries d'un point de vue conjoncturel, il est nécessaire de neutraliser ce qui relève de mouvements récurrents et mécaniques liés à la saisonnalité et aux jours ouvrables. Pour cette raison, les séries brutes sont corrigées des effets des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) à l'aide de méthodes statistiques, afin de permettre une lecture ne tenant pas compte de ces effets. Les variations des séries CVS issues de la STMT peuvent résulter soit de la tendance de moyen terme, principalement liée aux évolutions du marché du travail et à la conjoncture économique, soit de chocs ponctuels, dont les sources peuvent être variées (modifications dans la gestion des listes des inscrits par France Travail ou dans les comportements d'inscription, chocs ponctuels du marché du travail, imprécisions dans l'estimation des corrections des variations saisonnières, …). Parmi ces chocs ponctuels figurent aussi des incidents et changements de procédure dont certains ont pu avoir un impact significatif sur les séries d'inscrits à France Travail. Un document présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

Catégories statistiques d'inscrits à France Travail, chômeurs au sens du BIT

Depuis 2009, la Dares et France Travail présentent, à des fins d'analyse statistique les données sur les inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

- catégorie A : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : inscrits non immédiatement disponibles, non tenus de rechercher un emploi, sans emploi;
- catégorie E : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi.

S'y ajoutent, à partir de 2025, suivant les recommandations du rapport du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories :
- une catégorie F, qui réunit les personnes les plus éloignées de l'emploi qui sont orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale ;
- une catégorie G, dite d'attente, qui regroupe les bénéficiaires et les demandeurs du RSA en attente d'orientation.

Ces deux catégories ne sont présentées qu'en données brutes tant que le recul temporel n'est pas suffisant pour réaliser des corrections de variations saisonnières et de jours ouvrables.

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui :
(i) n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence,
(ii) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et
(iii) a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.
Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.
L'inscription à France Travail en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, mais qui ne se recouvrent pas (plus de précisions sur le site internet de la Dares).

Pour en savoir plus

Les principales statistiques sur les inscrits à France Travail sont accessibles sur le site internet de la Dares via une datavisualisation et l'ensemble des données relatives à ces inscrits est accessible en Open Data. L'ensemble des documents relatifs aux données sur les inscrits à France Travail est disponible sur les sites internet de la Dares et de France Travail.